



Syndicat national de
l'environnement



Spécial
Extrême
droite

Juin 2024

Flash infos

Informations aux agents du MTE-CT et de ses établissements publics

L'Extrême-droite Un danger pour nos droits et nos missions

Face au risque d'un gouvernement d'extrême-droite au pouvoir, le Sne-FSU décrypte les conséquences pour notre ministère et ses agent.es

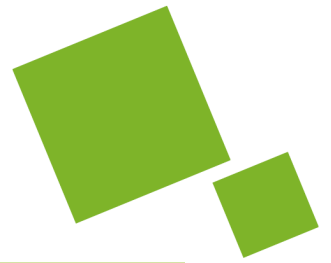
Avec une claque sans précédent donnée au parti présidentiel, les élections européennes du 9 juin sont l'expression d'un rejet massif des politiques libérales régressives, antisociales et liberticides menées par les gouvernements successifs du Président Macron. Le Sne-FSU partage la colère exprimée et se bat au quotidien contre ces politiques. Pour autant, l'extrême-droite n'est pas la solution car son programme et ses positions sont régressifs pour nos droits et remettent en question nos missions.

Nos droits et libertés

Salaire

Les votes du groupe Rassemblement National à l'Assemblée nationale parle d'eux-mêmes. En octobre 2023, une proposition de loi a été déposée visant à indexer les salaires sur l'inflation, dont ceux des agents publics, sur l'inflation. Elle a été rejetée, notamment par le RN. Les députés RN ont voté également contre l'augmentation du SMIC à 1 500 € et contre le blocage des prix sur les produits de première nécessité.

Dans ses propositions de 2024, le RN veut inciter l'augmentation des salaires. Pour inciter les employeurs à le faire, il propose d'exonérer de cotisations patronales ces hausses, dans la limite de 10 % et jusqu'à trois fois le salaire minimum. En revanche, rien pour les fonctionnaires ! De plus, l'exonération de cotisations conduit à creuser les déficits des caisses de la sécurité sociale, de retraite et de chômage.



Le Sne-FSU revendique une revalorisation des rémunérations des agent.es au travers d'une augmentation franche du point d'indice d'au moins 10 %.

Action Sociale

Dans son discours anti-immigration, le RN propose la suppression de l'aide médicale d'Etat et la « préférence nationale ». Une mesure discriminatoire qui ne fera qu'aggraver les conséquences et le coût d'une prise en charge tardive.

Plus concrètement, dans les mairies dirigées par le RN, les Centres d'Action Sociale ont vu leurs subventions systématiquement rabotées. C'est donc un coup porté envers les personnes les plus fragiles, qui ont besoin de leur aide.

Service public

La mise en œuvre du programme économique du RN aurait pour effet direct de réduire les recettes de l'Etat d'environ 40 milliards d'euros par des baisses de prélèvements obligatoires. L'Etat serait d'autant moins en mesure de financer les services publics. Or, l'administration permet justement que les politiques publiques servent l'intérêt général.

Le RN veut réaliser des économies sur les "grandes administrations" pour installer le tout sécuritaire en renforçant la brutalité et la répression contre le peuple au lieu d'être à son secours. Les orientations du RN vont également à l'encontre du principe d'accueil universel des services publics, en se basant sur la préférence nationale et risquent de renforcer l'exclusion.

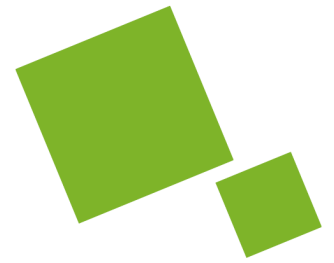
Le Sne-FSU réaffirme son attachement à un service public porteur d'égalité et de fraternité, dont le déploiement sur l'ensemble du territoire garantit son égal accès à toutes les citoyennes et tous les citoyens.

Droits des femmes

Sans surprise, les droits des femmes sont mis à mal par l'extrême-droite et le RN.

Au niveau européen :

- en janvier 2020, la majorité des eurodéputé-es RN a voté contre une résolution rappelant que les revenus des femmes sont toujours anormalement faibles par rapport à ceux des hommes.
- en novembre 2020 puis en 2021, les eurodéputé-es RN ont tous voté contre une résolution condamnant l'interdiction presque complète d'avorter en Pologne.
- en 2021, les député-es européen-nes RN ont voté contre une résolution prévoyant des formations contre le harcèlement sexuel au sein des institutions de l'Union européenne.
- en septembre 2022, les mêmes ont voté contre un salaire minimum européen pour que chacun-e puisse vivre dignement de son travail alors que les salaires des femmes sont les plus bas.
- en mai 2023, le Parlement européen ratifie la « Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique » dite Convention d'Istanbul : les député-es RN se sont abstenus.
- Le 11 avril dernier, ils et elles se sont abstenus sur l'introduction du droit à l'avortement dans la Charte européenne des droits fondamentaux.



Au niveau national :

- en 2018, aucun député RN n'a voté pour la loi contre les violences sexistes et sexuelles.
- en décembre 2021, ils et elles se sont aussi abstenus.es de voter à l'Assemblée nationale la loi Rixain pour améliorer l'égalité professionnelle.
- en mars 2024, la moitié des député-es RN se sont abstenus ou ont voté contre la constitutionnalisation de l'IVG. Par ailleurs, Marine Le Pen s'est clairement opposée à l'allongement de l'accès à l'IVG tout comme à l'ouverture de la PMA à toutes les femmes.
- en mai de cette année, seulement 8 députés RN sur 88 ont voté pour la prise en charge des frais médicaux pour le cancer du sein.

Le Sne-FSU, qui défend activement les droits de femmes au quotidien, est engagé dans les négociations d'un nouveau protocole égalité professionnelle et son suivi [Lire le dernier compte-rendu du comité de suivi.](#)

Le Sne-FSU soutien toutes les mesures permettant d'assurer l'égalité et l'équité des droits pour toutes et tous.

Discriminations

Le discours du RN basé sur la "préférence nationale" est dans les faits l'application d'une "préférence raciale et religieuse" dans les mairies qu'il dirige, visant notamment à exclure les personnes musulmanes ou supposées l'être.

De plus, le RN assume son hostilité vis-à-vis des droits LGBTQIA+ et a voté au parlement européen contre la condamnation des discours de haine envers les personnes LGBTQIA+ en 2019 et contre le fait de déclarer l'Europe zone de liberté pour ces mêmes personnes en 2021.

Son idéologie est donc clairement homophobe, intégriste, colonialiste, antisémite et raciste : références à Maurice Barrès, écrivain nationaliste et antisémite ; refus de commémorer l'abolition de l'esclavage ou la fin de la guerre d'Algérie ; refus de marier des personnes de même sexe ; appropriation dévoyée de la loi sur la laïcité de 1905 ; installation de crèches dans les mairies...

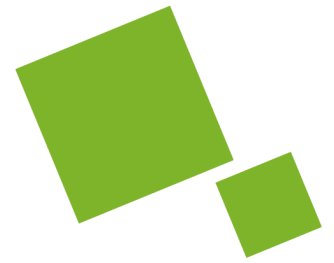
Pour le Sne-FSU, c'est le rôle du service public de contribuer aux évolutions d'une société plus inclusive de veiller au respect des autres, de garantir les libertés individuelles, et l'égalité de traitement. Le pôle ministériel n'est pas étanche aux discours de haines circulant dans la société ; il n'est pas vierge de toute dérive discriminatoire. C'est en ce sens que le Sne-FSU s'est engagé avec conviction dans la négociation d'un protocole de lutte contre les discriminations et les haines. [Lire le flash sur le protocole.](#)

Retraite

Le RN s'est opposé au recul de l'âge légal du départ à la retraite à 64 ans. Mais il reste flou sur les mesures qu'il prendra une fois au pouvoir. Il semble vouloir faire varier l'âge légal et la durée de cotisation selon le moment d'entrée dans la vie active, respectivement entre 60 et 62 ans, et entre 40 et 42 annuités. Ainsi, Jordan Bardella a annoncé que quelqu'un qui aurait commencé à travailler à 24 ans, partirait « avec 42 annuités de cotisations, soit 66 ans ».

Le RN a par ailleurs voté contre la revalorisation des petites retraites.

Le Sne-FSU revendique un départ à la retraite à 60 ans pour toutes et tous.



Fiscalité

Le parti d'extrême droite veut remplacer l'impôt sur la fortune immobilière par un impôt sur la fortune financière sans expliquer quels produits financiers seraient taxés. Une augmentation générale des impôts ou une taxation des plus riches ne sont pas envisagées. Bien au contraire.

A l'Assemblée nationale, le RN s'est illustré en votant contre le rétablissement de l'ISF, contre la taxe sur les supers profits et contre l'augmentation de la TVA sur les produits de luxe.

Par ailleurs, les propositions du RN visent à alléger les cotisations sociales, ce qui veut dire moins de solidarité en matière de santé ou de perte d'emploi.

Droit syndical

Alors qu'en 2007, le programme du FN dénonçait « un syndicalisme dévoyé et moribond (...), un des obstacles majeurs aux réformes nécessaires de la société française », pas un mot dans le programme de 2024. Entre-temps, tous leurs programmes ont consisté à défendre un syndicalisme prétendument "plus représentatif", regroupant "salariés, cadres et patrons dans tous les secteurs et dans tous les types d'entreprises publiques et privées", "moins tentés de recourir à un rapport de forces (grève, manifestation)". En bref, des syndicats corporatistes, conciliants, et qui n'appellent pas à la grève

En août 2022, Louis Alliot, maire RN de Perpignan, disait : « Les syndicats sont les croque-morts du monde économique et du travail, ils ont toujours accompagné le désarroi des gens mais n'ont jamais réussi à s'opposer à rien. Ils ne servent à rien. »

Le droit syndical est l'outil qui permet au Sne de défendre les intérêts des agent.es. Ils sont attribués en fonction de la représentativité des organisations, c'est-à-dire démocratiquement, en fonction des votes des salarié.es. Sans système syndical, les salarié.es n'auraient plus de moyen de faire valoir leur droit ou de les améliorer.

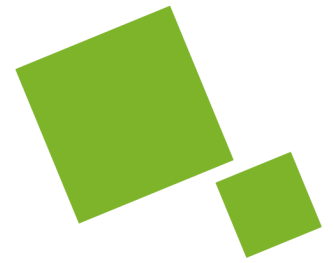
Nos missions

Les prises de position du RN, ou l'absence de position sur de nombreux sujets environnementaux font craindre que les missions de notre ministère ne seront pas les priorités de leur gouvernement et que les réductions budgétaires pourraient être encore plus drastiques que celles que nous avons connues. L'existence même du ministère est en question. En effet, l'eurodéputée RN, Mathilde Androuët, estime que « Pour ne pas rester dans sa bulle, déconnectée, l'écologie doit être une sorte de ministère transverse » accolé à d'autres ministères, comme l'économie, l'industrie et l'aménagement du territoire.

Le Sne-FSU revendique un ministère de plein exercice en charge de l'environnement participant au verdissement des autres ministères : tout texte réglementaire ayant un impact environnemental potentiel doit être cosigné par la ou le ministre en charge de l'environnement.

Biodiversité

Le Rassemblement national s'est récemment félicité de la réautorisation du glyphosate, tandis que des député-es RN ont déposé une proposition de loi en faveur d'une réautorisation des pesticides néonicotinoïdes. Au niveau européen, pas mieux : le groupe RN s'est opposé à la réduction de moitié de l'utilisation des pesticides d'ici à 2030.



Lors du vote sur l'interdiction des PFAS — ces « *polluants éternels* » dangereux pour la santé — les élus RN se sont abstenus.

Alors que les effets du changement climatique et de la dégradation de la biodiversité sont de plus en plus visibles, fréquents et violents, le Rassemblement national ne propose aucune mesure sur ces enjeux fondamentaux. Le parti d'extrême droite ne considère manifestement pas que la sécurité dépend aussi, et peut-être même surtout, de la sécurité sanitaire et environnementale.

Qu'il s'agisse de réduire la production de déchets, d'enrayer le déclin des espèces animales et végétales, de réduire la dépendance de l'agriculture aux produits chimiques, de s'adapter aux changements climatiques, de réduire la consommation d'énergies fossiles de manière systémique, le RN ne propose rien. Ce n'est pas pour lui un sujet important.

Eau et milieux aquatiques

Les député-es RN se sont prononcés pour l'accélération de la construction de méga-bassines. Le programme du RN prévoit aussi « la relance de l'hydroélectricité », sans mention de l'impact potentiel sur les milieux aquatiques.

Plus globalement, il ne dénonce jamais les conséquences possibles des activités humaines et du dérèglement climatique sur les ressources en eau.

Le Sne-FSU demande la suspension de tous les projets et des travaux en cours et la mise en place d'un moratoire permettant l'ouverture d'un vrai débat démocratique, apaisé, sur ce sujet. Vous pouvez lire la position du Sne-FSU concernant les bassines [ici](#).

Le Sne-FSU revendique la sobriété énergétique qui permettrait une alternative porteuse de réduction des inégalités et de soutenabilité sur une planète aux ressources limitées voire finies.

Transports

Jordan Bardella propose d'abroger « l'interdiction de la vente des voitures à moteur thermique en 2035 ». Il joue sur une ambiguïté ; en réalité, seule la vente de véhicules neufs sera interdite, les véhicules thermiques pourront toujours être vendus sur le marché de l'occasion.

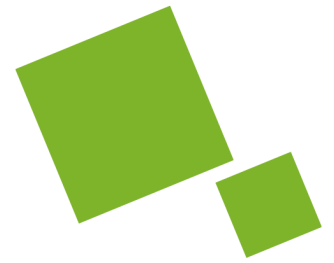
En 2023, les élus RN se sont prononcés contre une proposition de loi invitant à interdire les vols en jets privés.

Le RN propose aussi de supprimer les zones à faibles émissions (ZFE), zones de certains centres-villes pollués où seront exclus les vieux véhicules pour améliorer la qualité de l'air.

Logement

Le RN propose de construire 100 000 logements sociaux par an, dont 20 000 en faveur des étudiants et jeunes travailleurs. Concrètement, cela signifie que les politiques sociales seraient préférentiellement orientées sur le principe de la préférence nationale.

Mais il propose aussi « d'abroger toutes les interdictions et obligations liées aux diagnostics de performance énergétique », notamment l'interdiction de louer des passoires thermiques qui doit s'appliquer progressivement à partir du 1er janvier prochain. Ce qui fragiliserait encore plus les personnes vulnérables (augmentation de la facture d'énergie...).



Aménagement du territoire

Les députés RN se sont prononcés pour l'assouplissement de la loi Zéro Artificialisation Nette (ZAN) qui est pourtant une nécessité pour préserver les milieux agricoles et naturels, conserver la biodiversité et assurer une meilleure gestion de l'eau en limitant l'imperméabilisation.

Énergie

Marine le Pen, en 2022, voulait construire 20 EPR et démanteler les éoliennes, "tant en mer qu'à terre".

Pour Jordan Bardella, la manière de réussir la transition énergétique consiste à développer fortement l'énergie nucléaire et à arrêter immédiatement le développement de l'éolien et du solaire.

Par ailleurs, Le RN n'est pas officiellement climatosceptique, mais plusieurs élu.es ont fait des déclarations allant à l'encontre du consensus scientifique. Par exemple, le député Thomas Ménagé a estimé que le GIEC "exagère" ou la députée européenne Mathilde Androüet a minimisé le rôle des activités humaines dans le réchauffement climatique.

Autre exemple, Florent de Kersauson, candidat RN dans la 2e circonscription du Morbihan, a promu sur le réseau social X en mai 2022, un ouvrage du climatosceptique notoire Christian Gerondeau, paru en 2022, avec ce commentaire : « À lire et relire : les douze mensonges du Giec ou les douze façons de nous asservir. Débarrassons-nous des écolos et de tous ceux qui promeuvent leurs mensonges. »

Les députés RN se sont prononcés pour la suppression des objectifs de décarbonation du secteur agricole.

Ceci interroge sur les choix qui seront faits concernant les politiques publiques que porte notre ministère dans ce domaine, avec la possibilité d'un arrêt de nombre d'entre elles.

Mer

Le RN souhaite mettre en place un grand ministère d'État de la France d'outre-mer et de la politique maritime, sans que l'on sache ce que cela changera concrètement, ni quels liens seront faits avec l'Outre-mer, actuellement au ministère de l'Intérieur.

Dans le secteur maritime le Sne-FSU revendique, entre autres :

- ***l'arrêt de l'externalisation des missions qu'on peut considérer comme régaliennes et l'arrêt des transferts de missions aux régions ; le retour des délégations mer et littoral des directions départementales des territoires et de la mer (DDTM) au sein d'unités territoriales des directions interrégionales de la mer (DIRM) ;***
- ***le renforcement des formations maritimes pour toutes les missions, qu'elles soient techniques ou administratives, ces formations incluant un volet environnemental conséquent (écologie maritime, droit...).***

A l'urgence écologique répond l'urgence sociale. Elles s'imposent à nous ! Nous ne pouvons pas nous permettre un retour en arrière à l'obscurantisme, à la peur, au repli sur soi.

Aujourd'hui, nous constatons trop souvent la multiplication de phénomènes météorologiques extraordinaires, l'effondrement continu de la biodiversité, avec les conséquences sanitaires alimentaires et sociale à travers le monde.



Syndicat
national de
l'environnement



le Sne-FSU revendique un ministère en charge de l'environnement influant sur l'ensemble des politiques publiques.

Le Sne-FSU réaffirme son attachement à la priorité donnée à un épanouissement humain équilibré, entre vie collective et vie personnelle, dans un environnement préservé à long terme.

Ce n'est sûrement pas le RN qui développera les politiques environnementales et sociales auxquelles nous aspirons, ni qui installera un grand ministère dédié à l'écologie.

Le Sne-FSU appelle donc à faire front contre la montée de l'extrême droite et contre l'arrivée du RN au pouvoir.